

Les diplômés du niveau moyen passent aux échelons supérieurs

La Suisse compte toujours plus de diplômés d'une haute école ou d'une formation professionnelle supérieure. Cette évolution s'explique notamment par une meilleure perméabilité du système éducatif. *Stefan C. Wolter*

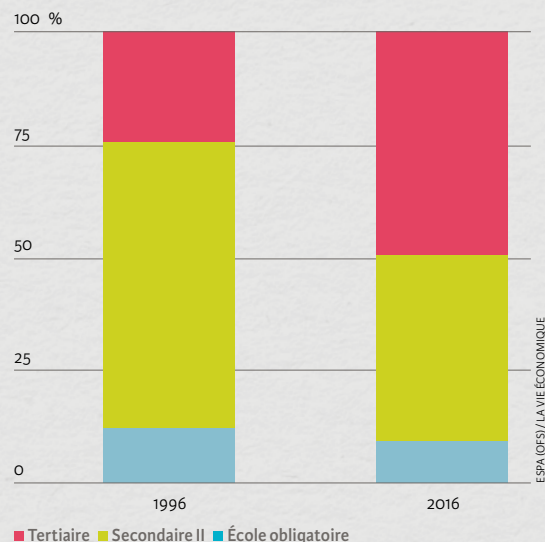
Abrégé Si l'érosion de la classe moyenne comporte généralement une connotation négative, liée aux craintes d'une dégradation, l'ascenseur social a montré son étonnante vigueur en comprimant le groupe de personnes au bénéfice d'une formation de niveau moyen. Le nombre de diplômés de niveau tertiaire augmente, tandis que la proportion des personnes dont la formation culmine au niveau du certificat de degré secondaire II ou II diminue depuis les années nonante. Cette mobilité est surtout due à l'assouplissement que le système éducatif a connu au cours de cette décennie. Les possibilités d'accès à la formation tertiaire se sont multipliées sans pour autant que les études supérieures ne se dévalorisent. La perméabilité du système dual de formation a fait ses preuves si on le compare avec ce qui se pratique à l'étranger.

Le système éducatif se compose de trois niveaux: a) la scolarité obligatoire, qui s'achève avec le degré secondaire I; b) le degré secondaire II, qui comprend la formation professionnelle de base, la formation gymnasiale et celle dispensée dans les écoles de

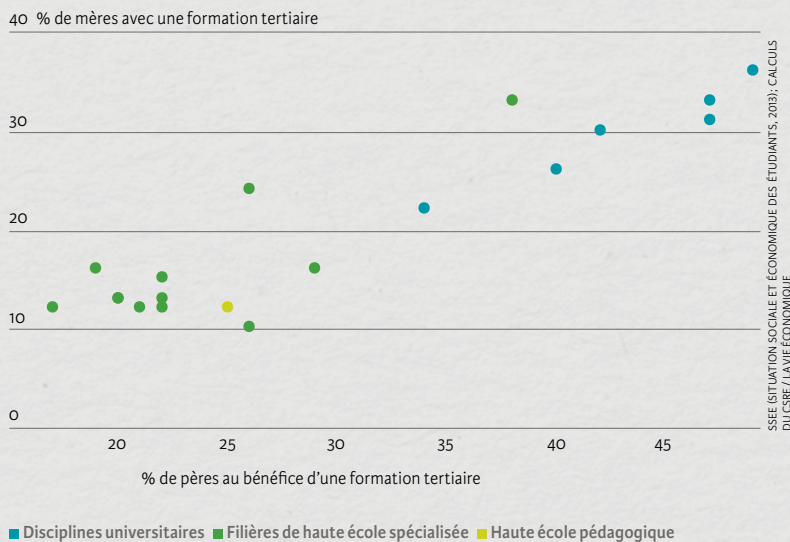
culture générale; c) le niveau tertiaire, où l'on distingue les hautes écoles (universités, écoles polytechniques fédérales, hautes écoles spécialisées et hautes écoles pédagogiques) de la formation professionnelle supérieure. Par analogie aux notions de «classe moyenne», «classe inférieure» et «classe supérieure», on peut donc qualifier de «diplômés de niveau moyen» les personnes dont la formation a culminé au niveau du certificat d'apprentissage ou de maturité.

La catégorie des diplômés de niveau moyen fait l'objet d'une volonté politique déclarée: celle de réduire le nombre des personnes dépourvues de diplôme postobligatoire à tout au plus 5 % des individus de 25 ans. Cela revient à augmenter l'effectif des diplômés de niveau moyen. Par ailleurs, en raison des réformes éducatives engagées au début des an-

III. 1. Niveau maximal de formation des personnes âgées de 30 à 39 ans (1996 et 2016)



III. 2. Proportions d'étudiants dont les parents sont au bénéfice d'une formation tertiaire, par disciplines et types de haute école





La cathédrale du niveau supérieur de formation. La bibliothèque de droit, à l'université de Zurich.

nées nonante, les personnes qui entament une formation supérieure ou tertiaire sont nettement plus nombreuses. En Suisse, la majorité des 25–36 ans avaient tout au plus un diplôme de degré secondaire II en 1996. Vingt ans plus tard, cette même catégorie est en grande partie titulaire d'un diplôme de niveau tertiaire (voir *illustration 1*).

Des réformes intelligentes ont permis de progresser

Il y a vingt ans, les ministres de la formation de l'OCDE cherchaient à accroître le nombre de diplômés du niveau tertiaire. La quasi-totalité des pays concernés y sont parvenus en élargissant les formations de culture générale au degré secondaire II (gymnases) et en gonflant leur système universitaire au niveau tertiaire. La Suisse a, de son côté, différencié les voies d'accès à la formation tertiaire en créant

la maturité professionnelle, la « passerelle Dubs », autrement dit la possibilité d'accéder aux universités après l'obtention d'une maturité professionnelle ou spécialisée.

En Suisse, la croissance de la formation tertiaire ne provient donc pas tant d'une augmentation du taux de maturités gymnasiales (qui stagne plus ou moins depuis la moitié des années nonante) que de la forte croissance des maturités professionnelles. Ajoutons-y les maturités spécialisées en nombre encore limité et la formation professionnelle supérieure, dont le diplôme n'est pas toujours conditionné à un certificat de maturité. Cette diversification s'est accompagnée de multiples avantages par rapport à une simple extension des gymnases. Elle a, d'une part, permis à la formation professionnelle de conserver son attrait. D'autre part, elle était la condition fondamentale de la différenciation entre les universités, les hautes écoles spécialisées et la formation profession-

nelle supérieure. Si l'accès au degré tertiaire était resté uniforme, la formation dispensée dépendrait moins du type de formation que de la qualité de la haute école.

Valeur financière de la formation tertiaire

Dès les années soixante, certains ont craint que l'accès de pans toujours plus larges de la population à l'enseignement supérieur ne soit pas un bien. Ils redoutaient une « marée d'universitaires », autrement dit un plus grand nombre de gens bénéficiant au niveau formel d'une meilleure formation, sans que cela leur permette d'accéder à des niveaux salariaux supérieurs, faute d'une demande suffisante sur le marché du travail. Les dernières analyses montrent que ces craintes ne se sont pas vérifiées en Suisse.

Les hautes écoles spécialisées permettent à un grand nombre de personnes d'obtenir un diplôme de type tertiaire. Campus Toni-Areal, à Zurich.

La forte extension quantitative du secteur tertiaire n'a pas entraîné de baisse des revenus – ni en termes absolus ni en termes relatifs – parmi les personnes au bénéfice d'une formation longue. En matière de rentabilité, on remarque que la progression moyenne attendue du revenu est semblable pour tous les types de formation tertiaire. Elle tend même à être meilleure pour les personnes qui ne suivent pas la voie universitaire. La diversification des formations présente également des avantages à ce niveau. Dans les pays où la formation tertiaire s'est élargie en jouant sur la qualité des universités, des différences de revenu sont apparues. De récentes études sur les universités à but lucratif (« for-profit colleges ») aux États-Unis ont montré que les institutions de moindre qualité sont non seulement peu rentables, mais qu'elles peuvent, le cas échéant, signifier une baisse de revenu. Au



KEystone

regard de ce seul critère, la formation supérieure devient inutile.

Déterminants sociaux du choix de la formation

Même si les statistiques fiables sur ce sujet font défaut, on peut admettre que le passage de la classe moyenne de la formation au niveau tertiaire, ces trois dernières décennies, a été majoritairement le fait de personnes dont les parents n'étaient pas eux-mêmes titulaires d'un diplôme supérieur. Ces derniers étaient trop faiblement représentés en Suisse pour que l'extension recherchée de la formation tertiaire puisse se faire à travers leur seul intermédiaire. Ainsi, même si la diffusion de la formation tertiaire ne provient pas majoritairement de familles ayant suivi ce cursus, les conditions socioéconomiques déterminent largement le passage à l'enseignement supérieur et le choix du type de formation.

Les jeunes gens issus de familles universitaires choisissent plutôt la voie gymnasiale, même si leurs performances scolaires laissent à désirer, tandis que ceux issus d'autres milieux tendent à passer par la formation professionnelle de base. Dès lors, le diplôme tertiaire obtenu sera plutôt de type universitaire, issu d'une haute école d'un autre type ou découlera d'une formation professionnelle supérieure (voir *illustration 2*).

Ces choix se retrouvent à l'étranger dans l'opposition entre institutions d'élite et autres

hautes écoles ainsi qu'à travers la durée de la formation (bachelor, master ou doctorat). Par contre, le lieu et la durée des études – qui sont déterminés par des facteurs socioéconomiques – se reflètent parfaitement dans les perspectives de revenu. En Suisse, bien que le choix du type de formation soit également dicté par les conditions socioéconomiques, les conséquences financières ne sont pas les mêmes.

Toutefois, les études déterminées par le profil socioéconomique ont deux conséquences, en Suisse comme ailleurs. Premièrement, tous les types de formation ne jouissent pas du même statut social, l'avantage allant aux carrières académiques. Deuxièmement, même dans les universités, toutes les disciplines n'ouvrent pas sur les mêmes perspectives de revenu. On observe que les étudiants jouissant d'une meilleure position socioéconomique choisissent plus fréquemment les branches les plus prometteuses en termes d'emploi.



Stefan C. Wolter

Directeur du Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation (CSRE), Aarau ; professeur en économie de l'éducation, université de Berne